



L'IA ET LES GAFAM NE PEUVENT ÉCHAPPER AU CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

par Paul Nemitz

La triade des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit est au cœur des constitutions libérales occidentales. Ces principes représentent des lois suprêmes : toutes les actions du gouvernement et des législateurs, ainsi que la réalité de la société y sont comparées. Compte tenu de l'ampleur que prend l'intelligence artificielle (IA) dans les sociétés modernes, il s'avère légitime et nécessaire de se demander comment cette nouvelle technologie doit être pensée pour favoriser le maintien et le renforcement de cette « trinité » constitutionnelle, sans l'affaiblir.

Les grandes entreprises technologiques (les « Big Tech ») et l'IA doivent se soumettre aux principes de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme. En effet, l'IA – fondée sur le big data et liée à l'omniprésence d'appareils et de capteurs de l'Internet des objets – finira par régir des aspects essentiels de la société, de l'éducation au droit, en passant par la santé, la science, le monde des affaires, la sécurité, les discours politiques et la prise de décision démocratique.

Par ailleurs, il est grand temps que les nouvelles technologies se conforment aux principes constitutionnels de base. L'absence d'un tel cadre a entraîné un mépris largement généralisé de la loi et mis la démocratie en danger, comme en témoigne le récent scandale Facebook-Cambridge Analytica.

Il serait naïf d'ignorer que quelques méga-entreprises définissent la manière dont la plupart des citoyens utilisent Internet et ce qu'Internet offre à ces derniers. Il serait d'ailleurs tout aussi naïf d'ignorer que ces mêmes méga-entreprises, et les écosystèmes qui en dépendent, contrôlent l'évolution de l'IA.

Cinq entreprises dominent le secteur

Les #BigTech et l'IA ne peuvent échapper au contrôle démocratique - par @PaulNemitz



Ce sont les cinq géants du secteur – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – qui définissent notre expérience d'Internet et des technologies numériques telles que l'IA. Ces entreprises et quelques autres déterminent la manière dont les services Internet sont proposés aux citoyens. Elles sont extrêmement rentables et font grimper les valeurs boursières. Par conséquent, elles disposent d'un pouvoir économique qui leur assure des contacts extraordinaires avec les législateurs et les gouvernements. Ce pouvoir leur permet également de fournir librement des aides financières directes ou indirectes ainsi qu'un appui en nature à tous les secteurs de la société liés à la formation de l'opinion en démocratie : les gouvernements, les législateurs, la société civile, les partis politiques, les écoles et le secteur de l'éducation, le journalisme et la formation journalistique, et – surtout – la science et la recherche.

Aujourd'hui, ces cinq géants sont présents dans tous ces domaines. Ils cherchent d'une part à acquérir des connaissances pour répondre à leurs propres besoins, et d'autre part – pour le dire de façon diplomatique –, à susciter la sympathie et la compréhension du public quant à leurs préoccupations et leurs intérêts.

Quatre sources de pouvoir

L'accumulation du pouvoir numérique, qui régite l'évolution et la généralisation de l'IA ainsi que le débat autour de sa réglementation, dépend de quatre sources de pouvoir.

Premièrement, il faut des poches bien pleines, car l'argent reste la meilleure façon d'influencer les politiques et les marchés. Comme nous l'avons déjà vu, les géants du numérique peuvent se permettre d'investir

massivement pour asseoir leur influence sur le monde politique et la société. Mais ils ont aussi les moyens de racheter de nouvelles idées et de jeunes entreprises dans le secteur de l'IA ou dans tout autre domaine d'intérêt pour leur modèle commercial, et ils ne s'en privent pas.

“

L'absence de cadre constitutionnel a entraîné un mépris largement généralisé de la loi et mis la démocratie en danger, comme en témoigne le récent scandale Facebook-Cambridge Analytica.

”

Deuxièmement, ces entreprises contrôlent de plus en plus les infrastructures du discours public et l'environnement numérique déterminant pour les élections. Aujourd'hui, aucun candidat participant au processus

“

Les géants de l'Internet sont parvenus à échapper en grande partie à toute réglementation. Ils dominent ainsi les marchés et influencent largement l'opinion publique et la politique, tout en restant très populaires auprès du grand public.

”

démocratique ne peut se passer de leurs services. En outre, leurs services Internet constituent de plus en plus la principale voire la seule source d'informations politiques pour les citoyens, en particulier la jeune génération, au détriment du journalisme classique, avec l'ambition claire de contrôler le pouvoir, si cher à la démocratie.

Troisièmement, ces méga-entreprises collectent des données personnelles à des fins lucratives et dressent le profil de chaque individu en fonction de son comportement, tant en ligne que hors ligne. Elles en savent plus sur nous que nous-mêmes ou nos amis. Par ailleurs, elles utilisent et transmettent ces informations pour gagner de l'argent, assurer des services de surveillance et de sécurité, ou encore soutenir des campagnes électorales. Elles tirent parti de la situation, en prétendant responsabiliser les citoyens alors qu'elles centralisent le pouvoir en leur sein dans des proportions inédites.

Quatrièmement, ces entreprises dominent le développement et l'intégration de systèmes dans des services d'IA exploitables. Tandis que leurs recherches de base en matière d'IA peuvent être, en partie, accessibles publiquement, leur travail sur l'intégration de systèmes et les applications de l'IA à des fins commerciales – travail nécessitant bien plus de ressources – se déroule en coulisses et exige des fonds dépassant largement les investissements publics consacrés aux recherches similaires dans de nombreux pays.

Opposition aux règles et réglementations

Dans le même temps, ces géants de l'Internet sont les seules entreprises de l'histoire à être parvenues à ce que leur production

échappe en grande partie à toute réglementation. Ils dominent ainsi les marchés, sont extrêmement rentables en bourse et influencent largement l'opinion publique et la politique, tout en restant très populaires auprès du grand public. Ce contexte de concentration du pouvoir, l'absence de réglementation du secteur des logiciels et des services Internet, et l'histoire de la réglementation juridique des technologies doivent éclairer le débat actuel sur l'éthique et les lois relatives à l'IA, ainsi que sur les capacités et les répercussions potentielles de cette nouvelle technologie.

Dans sa « Déclaration d'indépendance du cyberspace », John Perry Barlow rejette l'idée selon laquelle des lois peuvent s'appliquer à l'Internet, soutenant que les formes traditionnelles de gouvernement, uniquement fondées sur l'État de droit, « n'ont aucune souveraineté là où nous (à savoir les acteurs du cyberspace) nous rassemblons ». Ce n'est pas par hasard que cette déclaration a été présentée lors du Forum économique mondial de 1996.

L'enseignement de l'innovation révolutionnaire, répandu dans les écoles de commerce, a fini par légitimer le bouleversement des lois. Les héros de cet Internet perturbateur ne se sont pas contentés de s'opposer aux gouvernements et au droit parlementaire, ou d'ébranler le droit de la propriété intellectuelle et le droit des transports. Ils ont pris l'habitude de contourner le système de perception des impôts fondé sur les juridictions nationales. La Commission européenne a ainsi dû demander à Apple de rembourser 13 milliards d'euros d'impôts impayés en Irlande. Ils perturbent également les organes de réglementation en cachant la vérité, comme dans le cas de la fusion de Facebook et WhatsApp, où la

Commission européenne a réclamé une amende de 110 millions d'euros à Facebook.

Des deux côtés de l'Atlantique, le fait de contourner la loi ou de l'enfreindre intentionnellement – en mentant aux législateurs ou en tentant de les ridiculiser, comme lors des auditions de Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, dans l'affaire de Cambridge Analytica – est devenu un véritable sport pour les entreprises, les militants, les ingénieurs et les programmeurs du numérique.

Ils soutiennent de manière explicite ou implicite que les parlementaires et les gouvernements ne comprennent ni Internet ni les nouvelles technologies telles que l'IA, et qu'ils n'ont donc aucune légitimité à établir des règles dans ces matières. Ils oublient toutefois que leur compréhension de la démocratie et du fonctionnement de l'État de droit est limitée et qu'il est nécessaire de protéger les droits fondamentaux dans un monde où la technologie met de plus en plus à mal ces trois piliers de la démocratie constitutionnelle.



> AUTEUR

Paul Nemitz est conseiller principal à la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne. Titulaire d'un master en droit comparé de l'Université George Washington de Washington, D.C., il est également professeur de droit invité au Collège d'Europe. Il est membre du conseil scientifique de la FEPS.

Faire éclater la bulle

par *Umberto Boschi & Federico Sarchi*

Comment explorer les voix contestataires et les différents points de vue dans la perspective des élections européennes, ou pourquoi et comment nous devrions construire une maison de verre pour Facebook. Facebook Tracking Exposed (« le pistage par Facebook mis à nu ») est de ces projets qui offrent des outils permettant de tester votre propre « bulle filtrée » et de comparer la manière dont un même sujet est perçu par différentes personnes, dans le but de faire éclater cette bulle.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



à voir aussi ...
<https://facebook.tracking.exposed/>



> AUTEUR

Umberto Boschi est un chercheur et développeur indépendant italien installé à Barcelone. Après avoir étudié la philosophie à Pise, il a décroché un master en études des médias à Utrecht (Pays-Bas).



> AUTEUR

Federico Sarchi est un journaliste de données, qui travaille sur le projet « Facebook Tracking Exposed ». Il a un diplôme de philosophie de l'Université de Milan.